

LETTRE ROUGE

DU 19 SEPTEMBRE 2002

Sommaire :

- Résolution sur la rentrée politique et sociale adoptée par la CC
- Résolution « Mobilisations contre la mondialisation capitaliste » adoptée par le CC
- Sur les Forums
- Sur le PCF
- Réunions nationales, mode d'emploi
- Questionnaire orga (Ad vitam aeternam ?)
- Urgence Pakistan
- Rouge,

Résolution sur la rentrée politique et sociale

1/Le contexte politique et économique international

La rentrée confirme l'offensive de l'impérialisme américain pour réaffirmer sa domination dans le monde.

La situation à l'automne présente de forts risques d'être marquée par l'agression des Etats-Unis contre l'Irak, dans le cadre ou non d'une coalition internationale incluant l'Union européenne. La France se prépare déjà à être, le cas échéant, partie prenante d'une nouvelle attaque impérialiste. Dans tous les cas, un an après le 11 septembre, le contexte international renforcera les tendances sécuritaires et anti-immigrés.

Ces initiatives militaires s'inscrivent aussi dans un contexte de crise économique à l'échelle internationale. La situation économique, marquée par le ralentissement de la croissance en Europe et la difficulté des USA de sortir de la récession, pèse dans le sens du développement du chômage, de la réduction des budgets, et du renforcement de la flexibilité du travail.

2/Les données de la situation

Le gouvernement Raffarin n'a pas la légitimité sociale de celui de Jospin, ni de Balladur ou Juppé... Il part avec le handicap du score de Chirac le 21 avril. En même temps, le fiasco de la gauche lui ouvre un large espace politique et donne des ailes aux projets les plus libéraux de l'UMP et du Medef, à la pression des instances ultra-libérales de l'Union européenne. La chambre bleu horizon est aussi une occasion pour introduire une réforme des modes de scrutin renforçant (après le passage au quinquennat) la bipolarisation et l'écrasement des courants politiques minoritaires.

Les mesures sécuritaires n'ont pas seulement pour fonction de compenser l'hostilité que ne manqueront pas de rencontrer ses mesures sociales, c'est toute une politique qui combine mesures sociales libérales et politiques de renforcement de la répression contre la jeunesse, mais aussi contre les luttes sociales et contre certains responsables syndicaux ou associatifs.

Le gouvernement a centré toute sa politique depuis le mois de juin, sur un ensemble de mesures sécuritaires, censées correspondre aux vœux de la majorité de la population.

Cette campagne sécuritaire permet de vertébrer autour d'elle, par petites touches, une véritable guerre sociale, une guerre contre le « pauvres » qui va des descentes de police dans les quartiers populaires, à la réouverture des centres fermés, en passant par la privation de cantine scolaire pour impayés.

Cette campagne sécuritaire prend évidemment pour cible privilégiée la jeunesse des milieux populaires, celle qui vit le chômage, la ségrégation raciale, la misère dans la famille. Ne doutons pas que si l'agression contre l'Irak est déclenchée, cette jeunesse sera immédiatement suspecte de complicité avec « les terroristes ».

Dans ce cadre l'augmentation des postes de flics et de gendarmes va de pair avec les suppressions de postes dans l'Education nationale et les services publics dont pâtissent en premier les quartiers populaires : **Plus d'Etat pénal, moins d'Etat social ! C'est l'accompagnement sécuritaire du libéralisme. Une nouvelle technique de gestion de la misère.**

La droite ne pense pas résoudre son problème de légitimité politique auprès des couches populaires en atténuant les conséquences de sa politique libérale avec un saupoudrage de social-libéralisme (comme le fait sans succès la gauche quand elle gouverne), elle entend détourner l'exaspération sociale vers une adhésion au moins partielle à des solutions sécuritaires et d'exclusion.

3/Le gouvernement Raffarin a plusieurs fers au feu sur les questions sociales.

Le gouvernement Chirac - Raffarin est un gouvernement de combat qui a une politique globale s'inscrivant dans une nouvelle phase de l'offensive libérale, dictée par l'impératif de maintenir les profits capitalistes au moment où la récession américaine accentue la concurrence au sein de l'économie mondiale comme la construction européenne le fait entre les 15.

3.1 Deux questions qui viennent immédiatement à l'esprit sont celle des privatisations (marquée emblématiquement par EDF), et les retraites.

Il faut voir au-delà que sur d'autres questions, patronat et gouvernement ont plusieurs dossiers sous le coude (voir les numéros de Rouge du mois de juin) :

- réforme de la Sécurité sociale.

- diminution du coût du travail (contrats-jeunes, aggiornamento des 35h avec la loi Fillon, exonération des cotisations sur les bas salaires, réforme du SMIC,...) qui peut passer par des mesures moins spectaculaires mais tout aussi efficace.

En repoussant le seuil de déclenchement des heures supplémentaires et des repos compensateurs pour les entreprises qui font encore travailler leurs salariés 39h ou plus, et ce dans toutes les entreprises même de plus de 20 salariés, c'est la porte ouverte à une remise en cause des taux de majoration des heures supplémentaires, à de nouvelles attaques contre les salaires et les conditions de travail. Le résultat c'est « travailler plus pour gagner moins ! ».

Sans oublier les axes généraux du patronat à l'échelle européenne, et notamment la réforme du système de la législation sociale (conventions, Code du travail, le projet d'accords de branches dérogatoires sur la question des heures supplémentaires étant symptomatique...).

Le projet de budget 2003 intègre une attaque en règle contre les emplois publics, programmant une diminution systématique du nombre de fonctionnaires.

3.2 Ce gouvernement, impatient de mettre en œuvre le maximum de réformes libérales, se sait soumis au rapport de force social, qui lui est largement plus défavorable que le rapport de force électoral, avec la hantise d'un nouveau nov-déc 95.

Même sur un dossier comme celui de la régularisation des sans-papiers, qui se mobilisaient largement depuis le début du mois d'août, Sarkozy n'a pas les moyens politiques de répondre par la seule répression.

D'où la volonté de lier :

- décisions spectaculaires pour conforter son électorat de classe, baisse des impôts, annonce des privatisations en dosant sur ce dernier dossier les attaques frontales immédiates contre les salariés, et en essayant d'obtenir l'assentiment des confédérations syndicales ;

- des dossiers au long cours (retraites, notamment) qu'il préférerait laisser être géré par un cadre type Refondation sociale entre MEDEF et syndicats.

3.3 En même temps, toutes ces attaques se produisent dans un contexte où tous les axes idéologiques du libéralisme prennent un coup dans l'aile avec les krachs boursiers à répétition qui produisent des milliers de suppressions d'emplois mais aussi un discrédit sur tout le système (Enron, WorldCom, Andersen) et notamment entame la confiance dans l'épargne salariale et les systèmes de fonds de pension....

A côté de cela, la situation économique de faible croissance, accentue les pressions contre les salariés en termes d'emploi et de salaire. Ce sont sans doute les domaines les plus perceptibles par l'ensemble des travailleurs.

Les plus importantes questions immédiates pour les salariés dans les mois qui viennent risquent bien d'être une reprise de plans sociaux d'ampleur, avec suppressions d'emplois et licenciements à la clef, et les questions liées au pouvoir d'achat avec l'augmentation aggravée du coût de la vie (tarif des services publics, rétablissement de la TIPP fixe, cotisations chômage, prix des denrées alimentaires...) que ne suivent pas du tout les salaires. Tout cela rendant encore plus difficiles les conditions de vie des chômeurs et des précaires.

Cela n'annule pas du tout les questions de fond (retraites, sécu, privatisations), mais nécessite de bien saisir un décalage possible entre ce qui sera vécu comme immédiatement insupportable et ce qui nécessite des campagnes de plus long cours.

3.4 N'oublions pas, par ailleurs, que tout cela se fait dans un contexte, où les campagnes sécuritaires prolongées (suites du 11 septembre, criminalisation des jeunes, des pauvres et des quartiers populaires) se prolonge dans la volonté de criminaliser l'action collective. Bové, Hébert et Ahmed Méguini sont les symboles nationaux de cette criminalisation.

Plus de légitimité donnée aux syndicats en réformant les règles de représentativité peut tout à fait aller de pair avec plus de « dialogue social » entre syndicats, patronat et gouvernement et criminalisation de toutes les actions directes des salariés... On note d'ailleurs le développement du traitement discriminatoire des syndicats combattifs, l'accentuation des pressions vis-à-vis des délégués...

3.5 Le gouvernement a annoncé, sans plus de précision, la volonté, en matière de politique familiale, de mettre en place une allocation unique dès le premier enfant d'un montant de 450€ en la substituant aux différentes allocations (Allocation parentale d'éducation, allocation pour la garde d'enfant à domicile, aide à la famille pour l'emploi d'assistante maternelle). Outre l'improbabilité pour l'Etat d'assumer cette mesure sur le plan financier, nous dénonçons toute politique visant à la fois le retour des femmes au foyer et qui donne la priorité au mode de garde individuel et privé au détriment du mode de garde collectif et de la réelle scolarisation des enfants dès deux ans.

L'actualité du débat médiatique sur la prostitution prend une orientation que nous dénonçons. On assiste depuis plusieurs années à une offensive réglementariste ; elle se double maintenant d'une offensive prohibitionniste, évacuant le point de vue abolitionniste. Nous sommes opposés à la réduction du débat entre réglementaristes qui poussent à la reconnaissance d'un statut de « travailleuses du sexe » et prohibitionnistes qui veulent pénaliser encore plus les personnes prostituées.

Nous devons réaffirmer le principe abolitionniste tout en critiquant l'hypocrisie du système actuel qui ne prend aucune mesure pour se donner les moyens d'une véritable politique :

- droit des personnes, indépendamment de leur statut familial ou professionnel, au travail, au logement, à la santé, à la formation rémunérée, pour la réinsertion des personnes prostituées ;
- régularisation des personnes prostituées sans papiers et droit à la libre circulation ;
- accès à une éducation sexuelle qui critique la logique de la marchandisation des corps.

3.6 A noter que cette offensive du gouvernement Raffarin se déploie sans réaction majeure des organisations syndicales et des directions des partis de la gauche traditionnelle ; les déclarations des directions syndicales sur les plans Fillon, tant sur les 35 heures que sur le Smic, ne s'accompagne d'aucune proposition d'action. Quant aux responsables de la gauche traditionnelle, ils se retrouvent soit dans une position de soutien ou de neutralité bienveillante comme sur les questions sécuritaires, ou alors dans l'incapacité de critique ou de combat sur des projets qu'ils avaient eux-mêmes mis en route, en particulier une nouvelle série de privatisations.

4/ À partir de tout cela, plusieurs domaines d'action politique se dégagent pour la LCR

4.1 quatre grands thèmes sociaux :

- emploi/licenciements/précarité ;
- services publics/ privatisations ;
- salaires/contrats-jeunes/heures supp « 35h »/ réforme du SMIC / hausse des prix
- retraite/protection sociale.

Sur ces questions, nous proposons le front le plus large de toutes les organisations, associations, syndicats partis pour préparer une mobilisation unitaire contre les plans du gouvernement Raffarin ; nous proposons une lettre de la LCR à l'ensemble des organisations, proposant une rencontre pour discuter des modalités d'une contre-offensive des travailleurs et de leurs organisations.

Face aux attaques de la droite et du patronat, la construction de fronts de résistances unitaires se battant point par point (droits démocratiques, retraites, services publics...) est la tâche de l'heure. Les luttes sectorielles sont une étape nécessaire pour s'opposer à la politique du gouvernement. Mais pour empêcher la mise en place du projet global de Raffarin-Chirac la convergence des différents secteurs est indispensable. S'il ne s'agit pas d'avancer le mot d'ordre de « grève générale » quand cela peut apparaître en décalage avec la situation, il faut, par contre, continuer d'expliquer, comme nous l'avons fait depuis la campagne présidentielle, que la mobilisation générale des travailleurs du privé et du public, un nouveau « tous ensemble » réussi, est le seul moyen pour imposer nos revendications.

Concernant l'activité de masse :

- nous devons œuvrer à des fronts syndicaux larges sur la question des services publics/privatisation, en s'appuyant sur le front contre la privatisation d'EDF, en essayant aussi de réaliser un front des salariés des entreprises promises à la privatisation et/ou la vente des parts de l'Etat, avec des méthodes comparables à ce qui s'est fait autour de Lu-Danone ou de l'intersyndicale Bull il y a une dizaine d'années. Tout en comprenant que les obstacles seront plus importants, et que combattre une privatisation n'est pas combattre des licenciements, nous tentons de construire un front soudé sur la question des services publics et de la dilapidation des fonds publics. Le 3 octobre peut être l'occasion d'une première convergence d'ampleur.

De plus, le gouvernement cherche à affaiblir globalement les services publics en ne renouvelant que les départs en retraite pour 2003. Cela permet de supprimer des milliers de postes l'an prochain et de les répartir selon ses priorités politiques : diminuer l'éducation, l'équipement et les finances, augmenter la défense, la police et la justice.

Le combat sera à mener lors du débat sur le budget 2003 à l'assemblée en octobre. Il faut lancer l'idée d'une convergence à ce moment-là de tous les secteurs visés par les choix gouvernementaux, de toutes les fonctions publiques.

Nécessité évidemment pour la LCR de porter la question des services publics au niveau d'un débat politique de société, posant la question des services fondés sur les besoins sociaux et celle de la propriété.

- de même sur la question des retraites et de la Sécu, nécessité de mettre sur pied un front social et politique, pour la défense des systèmes de répartition, à un moment où les faillites boursières montrent à quoi mènent les systèmes de capitalisation... et où des millions de salariés américains ou anglais voient fondre leur retraite investie dans les fonds de pension...

- sur l'emploi et la précarité, la question risque de se poser de la façon habituelle, de manière éclatée, dans les secteurs soumis à des plans de licenciements, ou à des luttes contre les emplois précaires. Combattre cet éclatement impose de renforcer notre activité dans des initiatives comme le collectif précarité (Paris,...) et de soutenir les initiatives que pourront prendre des équipes combattives et des boîtes en grève... À cela va s'ajouter en novembre le bilan du PARE tiré par les signataires de l'accord UNEDIC : risque d'aggravation et de remise en cause du rôle de l'ANPE.

De plus, le débat parlementaire sur le budget mettra en lumière la question des suppressions d'emploi dans la fonction publique, liée à l'attaque contre les services publics

- sur les salaires, la question risque de se retrouver au cœur de nombreuses grèves (comme cela a été le cas ces derniers mois dans beaucoup de petites entreprises,...).

Là aussi, nous avons un rôle politique à jouer, faisant le lien entre la volonté des patrons de brider les salaires et les exigences des actionnaires, lien aussi sur la question du salaire social...

À ces axes sociaux s'ajoute la question de la criminalisation de l'action collective, une campagne unitaire est possible autour du collectif de Cherbourg pour le procès d'Hébert.

4.2 La LCR se mobilise en soutien aux mouvements des sans papiers pour leur régularisation, en intégrant la dimension démocratique des luttes pour l'égalité des droits entre nationaux et immigrés, pour le droit de circuler et de s'installer comme droit inaliénable des êtres humains. Les deux luttes sont liées car l'égalité des droits ne pourra pas être obtenue sans l'ouverture des frontières. La LCR se place au cœur d'une campagne large et unitaire pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour l'ouverture des frontières, la libre circulation et d'installation des individus.

4.3 Une campagne contre le tout-sécuritaire, et la criminalisation de la jeunesse.

La politique pénale envisagée par Raffarin et Chirac veut copier le modèle des USA. Elle cherche à trouver l'assentiment d'une partie des couches populaires prête à tourner son exaspération vers les jeunes plutôt que vers les vrais responsables de la déstructuration de la vie sociale, notamment dans les banlieues. Y compris un coin est enfoncé entre enseignants et élèves avec le droit des personnels de faire condamner leurs élèves à la prison et leurs parents à payer des amendes astronomiques pour « outrage ». Une première réaction doit être de susciter partout des prises de position des enseignants s'engageant à ne pas utiliser la nouvelle loi qui criminalise leurs élèves.

Pour résister, il faut pas à pas, construire sur le terrain des instruments collectifs unitaires qui ne laissent pas les jeunes seuls face à l'injustice et aux exactions policières. Dans chaque localité, il faut essayer de mettre sur pied des collectifs avec des syndicats de salariés, des personnels sociaux, de l'éducation, de la justice, des organisations des droits et des libertés, les associations des jeunes ; aider à l'organisation des jeunes dans les quartiers et les écoles, mobiliser face aux exactions policières, apporter une aide juridique aux victimes de l'Etat pénal.

La popularité d'Olivier nous permet sur cette question de bénéficier d'un large impact pour traiter de cette question qui doit être déclinée localement dans les quartiers, les cités, les banlieues avec nos sections, mettant en opposition le tout sécuritaire et l'abandon en matière sociale (services publics, emplois,...).

Cela est à lier avec la campagne anti-sécuritaire que nous devons construire.

Cette campagne comprend un soutien aux initiatives du collectif contre la loi Perben.

Mais elle doit surtout se décliner localement, notamment dans les quartiers pris pour cible par la police en association avec les associations de quartiers et de jeunes.

Dans cette bataille, la LCR, et particulièrement Olivier Besancenot ont un rôle à jouer en lançant un appel à tous les jeunes, à tous ceux qui travaillent et vivent avec eux, à leurs organisations syndicales et associatives, politiques pour s'unir contre les exactions de l'Etat pénal Chirac Raffarin.

4.4 Une action (préventive ou de riposte) face à la menace d'agression contre l'Irak.

La future guerre des USA contre l'Irak constitue un élément central de la situation internationale qui aura des conséquences majeurs pour le mouvement ouvrier français.

Les conditions politiques pour l'émergence d'un puissant mouvement anti-guerre et anti-impérialiste sont plus favorables que lors de la guerre du Kosovo ou en Afghanistan. L'argumentaire de l'administration Bush (la détention d'armes de destruction massive par l'Irak, le combat contre « l'axe du mal » apparaît clairement comme un prétexte.

Sans apporter le moindre soutien au régime dictatorial irakien, il est possible d'expliquer à un niveau de masse que les véritables raisons de l'intervention se situent au plan économique (pétrole) et géopolitique (domination impériale des Etats-Unis). L'activité contre cette nouvelle guerre impérialiste est une des principales tâches pour la LCR. Cela passe par l'initiative d'une réunion unitaire pour lancer dès la deuxième quinzaine de Septembre un appel et des rassemblements contre la guerre dans les principales villes.

Partout, nous lançons dès que possible de larges coalitions « Non à la guerre ». A la différence de la guerre en Afghanistan, presque tous les syndicats et partis de gauche se sont prononcés au moins en parole contre une guerre « préventive ».

La France est, au Conseil de Sécurité de l'ONU, un des 5 membres permanents qui y disposent d'un droit de veto. Nous devons lancer un premier mouvement unitaire pour exiger que la France use de ce droit de veto pour refuser que l'ONU cautionne la guerre en Irak. « Veto à la guerre », ce peut être dans notre pays un moyen de lancer le mouvement anti-guerre.

Par ailleurs, la LCR développera ses propres explications et positions concernant cette nouvelle agression contre les peuples du tiers-monde.

Cela passe par de la propagande, mais aussi par l'initiative d'une réunion unitaire pour lancer dès la deuxième quinzaine de septembre un appel et des rassemblements contre la guerre dans les principales villes. Dans le même temps, il faut renforcer des actions de solidarité avec la résistance palestinienne.

4.5 A cela s'ajoute une campagne démocratique contre le projet Sarkozy de modification du mode de scrutin. Les hésitations au sein de la droite sur l'opportunité de réformer les modes de scrutin ne doivent pas nous amener à sous-estimer l'importance du sujet : la logique du présidentialisme et de la bipolarisation conduit au monopole des deux grands partis de l'alternance, UMP et PS, sur la représentation politique. Mais dans le contexte actuel, où seulement 35% des électeurs ont voté pour ces deux partis, la manipulation est par trop évidente ! Nous devons nous saisir de cette situation pour mener une campagne démocratique, montrer combien le système actuel est antidémocratique et appelle des réformes en sens inverse de ce qui est envisagé : plus de proportionnelle, plus de représentation de la diversité politique et sociale, plus de participation populaire, moins de présidentialisme, moins de confiscation du politique... Et développer nos propositions en ce domaine. Nous nous adressons à LO, aux Verts, au PCF pour proposer une campagne d'opinion sur ces questions et interpeller le PS sur ses intentions...

4.6 Le 21 septembre, date anniversaire de l'explosion d'AZF doit être l'occasion de manifester notre opposition au « laisser polluer » perpétué par Bachelot, Ministre de l'environnement qui revendique n'avoir rien à faire de l'écologie ! Nous devons dans les mois qui viennent intégrer dans notre activité anticapitaliste la dimension écologique, en développant nos positions sur les risques industriels, en pointant dans notre bataille de défense des services publics, le refus de privatisation de l'énergie, l'exigence du démantèlement des sociétés Vivendi de distribution de l'eau.

Pièce maîtresse du nucléaire en Europe, la France veut donner un coup de fouet définitif vers le renouvellement pour 50 ans de plus dans la priorité à l'énergie nucléaire. Sur cette question, délaissée par les Verts englués dans leur gestion gouvernementale passée, la LCR doit prendre l'initiative. Cela commence en cette rentrée par la participation à la mobilisation des réseaux anti-nucléaires fin octobre à Strasbourg.

5/ Quels thèmes de campagne pour la LCR au dernier trimestre ?

Même ramassés sur quatre questions sociales et deux autres campagnes (Irak, sécurité), les divers niveaux énoncés ci-dessus posent évidemment la question de notre intervention politique à la rentrée et de nos thèmes de campagnes, au-delà de la participation à des fronts de mobilisation.

Il ne s'agit pas pour nous de lancer des campagnes concurrentes là où peuvent exister des fronts larges.

5.1 Par contre, il faut combiner notre opposition à la politique du gouvernement et des explications sur des questions comme les retraites, les services publics ou l'actionnariat salarié, ce qui suppose une bataille que peu d'organisations politiques sont à même de mener, d'où notre rôle. D'où une place importante pour notre activité politique ;

5.2 Sur un autre plan, nous devons globaliser dans une campagne politique les questions évoquées ci-dessous dans une critique globale du capitalisme et de ses aspects boursiers et libéraux (« La Bourse ou la vie ») comme nous avons bien su le faire durant la campagne présidentielle, même si nous n'aurons pas le même porte-voix. La fin du second trimestre 2002 ne s'y prêtait guère pour nous, mais il y avait évidemment place pour une campagne politique contre le système financier capitaliste (krachs financiers, comptes truqués, les 800 années de salaire d'un smicard pour Messier, l'Argentine,...).

La cohérence d'une telle campagne pourrait partir de l'illégitimité de ce gouvernement pour imposer ainsi des privatisations, des remises en cause du droit à la retraite, du Code du Travail,...

Nous pouvons y opposer la légitimité sociale, la large majorité sociale existant dans le pays sur des questions comme celle des services publics ou des retraites. La même illégitimité pèse sur des décisions imposant la main mise des marchés financiers sur des biens sociaux, alors que les mois précédents ont prouvé à une large échelle à quoi conduisait cette dictature.

5.3 De même, nous devons inverser les deux arguments du gouvernement Raffarin : celui de la « démocratie sociale » dont ils se présentent comme les instigateurs, alors que toutes les questions les plus importantes (SMIC, retraites, services publics) se règlent dans le secret ou en petit comité, sans débat public, sans choix mis entre les mains de la population.

De même, la décentralisation, qui sert de prétexte à la réforme de l'Etat, se présente comme un moyen de rapprocher les décisions et le contrôle des citoyens, alors que cela se traduit par un alourdissement des charges des régions et des communes, une remise en cause des statuts, sans aucun contrôle de la population (fermeture d'hôpitaux, privatisation des réseaux,...). Qui contrôle, qui décide ?

Le fiasco de la gauche plurielle dans un tel contexte d'attaques sociales nous donne des responsabilités importantes pour occuper l'espace politique et apparaître à la pointe des ripostes unitaires.

6) L'organisation de notre activité politique

6.1 Pratiquement, nous devons structurer une campagne de rentrée avec des petites brochures simples sur les retraites, les services publics (notamment), les risques industriels, une série de meeting de rentrée (avec deux ou trois interventions sur les questions sociales les plus urgentes), et un matériel d'affiches (selon nos moyens financiers...).

L'activité politique pratique dans les localités et les quartiers

Le développement de notre organisation implique de mieux impulser l'activité politique de quartiers, de localité et d'entreprise.

6.2 Dans les semaines qui viennent cette activité aura trois vecteurs :

- préparer de manière unitaire toutes les mobilisations sociales, par une agitation et des explications combinant la défense de revendications sociales immédiates et notre opposition radicale au gouvernement Chirac Raffarin.

- partout la question de la mobilisation contre la guerre, ce qui prend la forme de pétition unitaire ou LCR adressée aux parlementaires, à Chirac, contre l'intervention française,

- dans les quartiers et parmi la jeunesse, une activité régulière contre la campagne sécuritaire, liée à une campagne pour des moyens d'éducation, des services publics,....

Notre activité ne doit pas être éclatée, mais ces différents axes d'intervention convergent autour de l'idée d'une nouvelle force, authentique expression politique du monde du travail des exploités et des opprimés.

6.3 Nous avons aussi des responsabilités dans l'élaboration de documents programmatique (le socialisme que nous voulons...), servant de base pour ces campagnes politiques et de matériel de débat pour les forums. L'urgence étant un document pour les forums

Mobilisations contre la mondialisation capitaliste.

Avertissement : cette résolution ne traite que des activités et campagne pour les mois à venir. Un document plus substantiel d'orientation sera préparé après la conférence nationale des 19 et 20 octobre et devra être adopté par le comité central.

1. Les questions touchant à la mobilisation contre la mondialisation capitaliste vont prendre une importance considérable dans les mois qui viennent. Guerre, ravages de la dette, crise argentine, privatisations, épargne salariale et fonds de pension, répression du mouvement syndical et social,, toutes ces questions vont se trouver entremêlées et vont polariser la situation politique et sociale à l'échelle internationale sans qu'il soit immédiatement possible de déterminer les formes que cela prendra.
2. Dans cette situation, les organisations anti-globalisation peuvent connaître un développement qualitatif pour peu qu'elles soient capables d'apporter des réponses d'ensemble, unifiées aux problèmes posés par la mondialisation capitaliste et de favoriser les mobilisations les plus larges et unitaires possible. Si nous avons et défendons une vision large et extensive du mouvement anti-mondialisation qui comprend aussi bien les organisations spécifiques qui se sont créées ces dernières années à l'occasion de la préparation des mobilisations contre la tenue des différents sommets d'institutions ou de chefs de gouvernement que la marche mondiale des femmes, les coalitions unitaires qui peuvent se créer à l'occasion de mobilisations spécifiques (que ce soit sur les OGM, les fonds de pension, telle ou telle privatisation, etc.), nous sommes favorables et participons à la construction de structures spécifiques permanentes comme Attac ou Vamos par exemple ou de comités de mobilisation (qui peuvent d'ailleurs se transformer en comités permanents à certaines occasions). Nous sommes également attentifs et disponibles à la structuration de cadres unitaires, larges et permanents, centrés sur les questions de la mondialisation, comme les « forums sociaux » qui existent déjà dans certaines villes. Les diverses échéances en France (G8 en juin et forum social européen à l'automne 2003) sont des sérieux points d'appui pour avancer dans ce sens.
3. La tenue du G8 constituera une échéance politique majeure. Comme cela a été le cas à Gênes, Barcelone et Séville, cette mobilisation et les diverses initiatives et manifestations seront l'occasion de dénoncer et de contester à la fois la politique des grands de ce monde, commencer par la préparation de la guerre contre l'Irak, mais aussi la politique d'austérité du gouvernement invitant (Raffarin aura à ce moment-là plus d'une année d'existence avec derrière lui nombre d'attaques contre les travailleurs et la jeunesse). Notre objectif, ce n'est donc pas seulement une mobilisation des organisations habituellement partie prenante des initiatives contre la mondialisation capitaliste mais un front unitaire le plus large possible du mouvement syndical aux

organisations anti-mondialisation en passant par le mouvement associatif et les partis politiques. Même si le cadre géographique d'Evian est bien moins favorable que celui de Gênes ou de Barcelone, un des objectifs majeurs doit être de réussir une manifestation unitaire d'au moins 100 000 personnes. Les diverses initiatives qui seront organisées par des cadres unitaires qui pourront varier d'une initiative à l'autre (manifestation unitaire centrale, initiatives d'encerclement du lieu du sommet, contre G8, etc.) devront apparaître comme complémentaires. Comme lors des contre G7 en 89 et 96 en France, en parallèle à la manifestation, nous militons pour qu'un contre sommet, permettant de réunir militants et organisations du Nord comme du Sud, fasse entendre la voix des résistances et des alternatives à la globalisation libérale. Nous essayons de réunir les conditions pour qu'un grand concert et une mobilisation des milieux culturels amplifient l'écho de la mobilisation. Nous cherchons à la convergence de toutes les résistances face au G 8, notamment les réseaux de défense de l'environnement, ainsi que les associations et organisations fortement représentées en France dans les communautés issues du continent africain et des dernières colonies.

4. A cette étape, sans préjuger des cadres unitaires qui seront mis d'ici le G8, ni du type d'initiatives qui seront prises, nous nous efforçons dès maintenant de mettre en place un cadre de mobilisation le plus unitaire possible à l'échelle nationale et au niveau local de façon à ne donner aucun prétexte à toute tentative de division. Parallèlement à la mise en place de cadres unitaires national et locaux, et indépendamment des rythmes de cette mise en place, nous lançons partout où c'est possible des comités de mobilisation à adhésion individuelle sur les facs, les lycées, les localités qui développent leur propre activité tout en participant aux cadres unitaires.
5. Reste le contenu de la campagne. Un des enjeux sera d'amplifier l'illégitimité de ces réunions du G8, ce qui se concrétisera autour de slogans du type « non au G8 », ou « enterrons définitivement le G8 ». Un débat traverse le mouvement anti-globalisation : certains courants souverainistes ou réformistes souhaitent appuyer les initiatives des puissances européennes dans leurs divergences d'intérêts avec les USA. Nous veillons, sans sous-estimer le rôle dominant des USA, à ce que la mobilisation garde pour objectif la mise en cause de l'ensemble des puissances du G8 à commencer par la puissance invitante et son président aux discours de bonimenteur, qui jouent un rôle de premier plan dans la domination des peuples du Sud et dans la globalisation libérale. S'il s'agira d'adapter, d'ajuster le contenu de la campagne en fonction de l'actualité, quelques grandes questions s'imposent d'ores et déjà :
 - a) contre l'état de guerre permanent avec comme centre de gravité l'Irak et la Palestine. Il est évident que cette question peut occuper une place décisive en cas d'intervention américaine en Irak et qu'elle sera alors un point de clivage incontournable pour la préparation des initiatives autour de la tenue du G8. 1

- b) l'annulation de la dette et la dénonciation des plans d'ajustement du FMI et de la Banque Mondiale et leurs conséquences désastreuses en s'appuyant sur l'exemple de l'Argentine et, face à un G8 qui se tient dans une des principales puissances dominant le continent africain, sur le pillage et l'appauvrissement de ce continent
- c) la mise en cause de l'opacité et de la politique des grandes multinationales des pays du G8, notamment des compagnies pétrolières, qui font leur loi aux 4 coins de la planète : pillage des ressources du Sud, soutien aux dictatures, dégâts écologiques et menaces sur l'avenir de la planète, alimentation des paradis fiscaux, vente d'armes et incitation aux guerres
- d) la défense et l'extension des services publics, la lutte contre les privatisations (EdF, Air France, SNCF) et les ouvertures à la concurrence (éducation, santé, etc.), contre les fonds de pension et les projets d'épargne salariale

Divers types d'initiatives sont possibles en fonction de la situation politique internationale. Il s'agira de rythmer cette campagne autour de ces trois thèmes (meetings, initiatives locales, etc.) en sachant que le rythme de croisière ne pourra être atteint que fin février/début mars.

6. La réunion du Forum Social Européen (FSE) de Florence, initiative qui s'inscrit dans le cadre du forum social mondial, constitue elle-aussi une initiative de grande importance et nous devons participer à son succès, en faisant notamment en sorte que le maximum de structures syndicales, d'associations de chômeurs, de défense des sans-papiers, de collectifs aient les moyens d'y être présents. Nous assurerons également une présence significative de la ligue et de la IV Internationale en tant que telle, avec notamment la présence de nos trois porte-parole. La question des institutions européennes, le rôle de la CE dans le cadre de la mondialisation capitaliste dont les divergences avec les Etats-Unis se situent pour l'essentiel au niveau du partage du gâteau (ce qui ne veut pas dire que nous devons les considérer comme négligeables à condition de ne pas en faire un élément essentiel de notre orientation), la politique libérale tout azimut qu'elle mène crescendo depuis plusieurs années seront au centre des conférences et des ateliers du FSE qui aura une grande importance politique pour la construction d'un front social et politique européen face à la construction de l'Union européenne. Nos tâches sont les suivantes :

- a) Faire progresser les liens et la coordination des syndicats, des mouvements sociaux à l'échelle européenne sur la base d'un plan d'urgence européen face à l'offensive libérale tout azimut,
- b) opposer à la Convention de Giscard et aux institutions qu'elle projette de mettre en place l'Europe d'en bas basée sur la mise en place d'une représentation à l'échelle européenne des mouvements sociaux et sur des institutions démocratiques garantissant le pouvoir et les droits des peuples,
- c) amorcer la riposte et la mobilisation coordonnée contre la guerre en Irak,

- d) construire en s'appuyant sur le rassemblement de la gauche anticapitaliste en Europe, pouvant s'élargir à d'autres composantes, y compris l'Europe de l'Est, une alternative politique européenne contre les traités actuels.

Voilà ce que devra être le centre de gravité de la présence de la ligue et de ses militant-e-s tant dans les interventions dans les ateliers que dans le matériel que nous pourrions distribuer. Les relations entre le mouvement social et les organisations politiques risquent fort de hanter la tenue de ce forum. Nous devons défendre à la fois la nécessité d'une confrontation politique entre mouvements sociaux et partis politiques et la nécessité de mettre en place des cadres de mobilisations communs sur des questions comme la guerre, les privatisations ou l'annulation de la dette, dans le respect de l'autonomie des mouvements sociaux. Parallèlement à la tenue du forum et sans qu'elle apparaisse en concurrence, nous essayons d'organiser avec les différentes composantes de la gauche radicale européenne une réunion publique de débat. Par ailleurs, nous devons conscients que le bon déroulement ou non de ce forum aura des répercussions sur les conditions de tenue du forum européen de 2003 à Paris et Saint-Denis.

7. Dernier relais avant le G8, les mobilisations lors de la tenue de la conférence intergouvernementale à Copenhague à la fin de l'année. Si le lieu ne favorise guère une mobilisation massive en France, ce ne sera pas le cas dans les pays d'Europe du Nord et nous y enverrons cependant une délégation significative à toutes les initiatives.
8. Enfin, la tenue du troisième forum social mondial à Porto Alegre constituera une nouvelle fois une échéance politique majeure de portée internationale, même s'il est difficile aujourd'hui de savoir quel sera son déroulement qui peut varier en fonction de la situation au Brésil suite aux résultats de l'élection présidentielle. Mais en tous les cas, nous assurons une présence de la Ligue et de la IV^e comparable à celle des deux précédentes années..

Circulaire sur les forums (approuvée par le BP)

1- La proposition des forums veut répondre à un problème : la nécessité d'une nouvelle force politique à gauche. Il s'agit d'affirmer la volonté de la LCR, au-delà de son propre renforcement, d'œuvrer à la construction d'un parti large : **" Mais au-delà de son propre renforcement et de sa transformation, la LCR a l'ambition de porter le projet d'un parti des travailleurs, d'une autre gauche, radicale, alternative à la faillite de la gauche plurielle, d'une nouvelle force anticapitaliste, révolutionnaire, à la hauteur des enjeux de la situation "**. Dans le contexte des soubresauts qui ont marqué la présidentielle, de crise générale de la gauche qui en résulte, et à un moment où la droite revenue au gouvernement et le MEDEF accentuent leur offensive, cette exigence se trouve renforcée.

2- Dans le même temps, les difficultés sont évidentes : au plan national les forces susceptibles de collaborer pour concrétiser une telle perspective ne sont pas en mesure actuellement de modifier qualitativement les rapports de force. Quant au PS, la logique de la bipolarisation électorale et de l'alternance assure sa domination sur la gauche et lui permet de réduire les perspectives de celle-ci au seul social-libéralisme.

C'est pourquoi nous disions dans la résolution du CC de mois de juin que, s'il y a *urgence*, il faudra inscrire la démarche dans la *durée* et faire preuve de persévérance.

3- Les forums devraient permettre d'enclencher un processus, d'envisager les possibilités d'avancer, et à partir du niveau qui apparaît le plus favorable dans un premier temps : le plan local et régional...

Nous écartons donc toute illusion quant à une possible concrétisation immédiate : ces forums locaux ne peuvent être le creuset de la force nouvelle, une décision de les prolonger en des regroupement politiques permanents autoproclamés ne pourrait être que stérile : **" Nous rejetons toute idée manipulatrice de proclamation, à l'issue de ces forums, d'un nouveau parti ou même de collectifs prenant, par exemple, des initiatives politiques ou électorales, qui dans la situation actuelle se réduiraient à des structures LCR élargies "**.

4- Nous devons enclencher une démarche qui n'en est qu'à ses débuts, en tenant le cap d'un débat ayant cet objectif d'une nouvelle force.

Ce qui veut dire que nous ne les confondons pas avec des réunions de rentrée discutant des tâches face au gouvernement de droite. Cela conduirait à des " forums " se substituant aux nécessaires réunions unitaires tournées, dans une logique de front unique, vers la mobilisation, ou bien à des réunions ouvertes de la LCR pour défendre nos réponses et viser au renforcement de l'organisation.

Nous agissons avec un souci de *clarté* et d'*ouverture* :

° Mettre en perspective la force nouvelle implique de se démarquer des tentatives de rafistolage d'une nouvelle union de la gauche, et des efforts pour bricoler un rapport de force permettant de négocier avec le PS circonscriptions et postes... Il s'agit de discuter d'abord des axes d'une alternative sociale et politique au libéralisme capitaliste, d'un projet de société et de son lien avec les revendications, les mobilisations, des pratiques politiques fondées sur la prise de décision et le contrôle démocratique qui permettent de se battre sur le terrain de l'urgence sociale et démocratique... Les éventuelles traductions électorales ne sont pas vraiment à l'ordre du jour.

Le choix n'est donc pas de s'enfermer dans la marginalité, de se cantonner à la " protestation ", mais bien de combattre le social-libéralisme et de disputer au PS son hégémonie en proposant à tous les militants du mouvement ouvrier une alternative radicale fondée sur de grandes aspirations sociales.

La proposition d'organisation des forums n'inclut pas le PS. Ni le PCF et les Verts en tant que directions engagées dans un reformatage de la Gauche plurielle. En revanche elle s'adresse à toutes celles et tous ceux, courants, groupes, militants politiques, syndicaux et associatifs qui veulent rompre avec la logique gouvernementale qui a guidé les partis de la gauche plurielle. L'accord sur le bilan de ceux-ci n'est pas un préalable, mais leur critique est un point de départ de la démarche, que peuvent pleinement partager bien des militants, voire des sections de ces partis.

° A tous ceux-là nous proposons de *co-organiser* ces forums : organisations, groupes locaux, militants représentatifs, acteurs du mouvement social et des réalités politiques locales, et ce éventuellement sous forme d'appels d'individus. Ceci veut dire que les forums peuvent être organisés par la LCR avec d'autres groupes à l'échelle locale ou régionale. Ils peuvent aussi être organisés à partir d'un appel de militants. L'organisation à partir d'un appel de militants pouvant permettre de lier les deux niveaux (organisations, courants ou individus représentatifs). Et nous expliquons que, pour ce qui est des suites de ces forums, qui ne peuvent relever d'enjeux organisationnels, elles devront être discutées par ceux et celles qui y auront appelé...

La co-organisation est décisive.

Cela n'est pas contradictoire avec la tenue de réunions LCR ouvertes, mais nous devons veiller à ne pas créer de confusions entre les uns et les autres : une réunion LCR peut permettre d'expliquer nos propositions, et constituer une étape nécessaire vers des forums, elle ne doit pas se substituer à eux.

Nous jouons la transparence : nous disons ce que nous voulons, ce que nous faisons, ce qui apparaît possible ou non. Si nous constatons qu'un forum un peu significatif n'est pas possible faute de tout partenaire, nous le disons, et on peut penser que personne ne nous en tiendra rigueur. En revanche, il n'en serait pas de même si nous apparaissions comme renonçant avant même d'avoir essayé, ou comme intitulant forums des réunions de recrutement à la LCR !

5- Comment procéder ?

° D'abord faire la clarté, lever les malentendus sur les intentions de la LCR. Cela passe par des contacts préliminaires avec les partenaires pressentis pour discuter de notre proposition. Les limites actuelles des forces susceptibles de porter ce projet ne signifie pas le vide. Ont donné un accord pour la co-organisation locale de forums Alternative libertaire, les groupes discutant de rejoindre la LCR (SPEB, Carré rouge, le groupe d'anciens militants pablistes...) ; AGA dans le Rhône et l'ANPAG dans le Calvados partagent le projet ; les signataires des divers appels à changer à gauche peuvent être intéressés, les militants qui impulsent les Etats généraux du communisme ont connaissance de la proposition et en discutent, le Alternatifs récusent la co-organisation mais ont dit qu'ils participeraient aux forums... Nationalement et localement nous devons nous adresser à LO pour lui proposer de s'impliquer dans l'organisation des forums.

° Dans un deuxième temps, envisager de rendre public un appel à réunion d'organisation d'un forum, pour en fixer les thèmes et les modalités...

° Les thèmes de débat que nous proposons pour ces forums :

+ La situation actuelle, incluant le bilan de la Gauche plurielle, la politique du gouvernement de droite, la menace que représente l'extrême droite.

+ Les bases politiques qu'on voit à la future force nouvelle, son combat contre le social-libéralisme, son rapport avec le mouvement social, avec les institutions...

+ Comment poursuivre, approfondir la réflexion collective, la relier à ce qui se fait ailleurs ? Comment travailler ensemble par rapport aux tâches découlant de la situation ?

Notre souci est que l'échelle retenue pour ces forums soit la plus proche du niveau des collectifs militants (ainsi à Paris, les forums se tiendront au niveau des arrondissements), pour éviter qu'ils ne privilégient l'aspect de discussions entre responsables politiques et donnent le maximum de place au débat avec les militants syndicaux, associatifs.

Deux camarades du BP assurent le suivi pour la préparation des forums, et le journal rendra compte régulièrement de leur préparation et de leur déroulement. De même, le BP sortira début octobre, un document de contribution de la LCR pour le débat de ces forums.

Sur le PCF.

Un des événements de la fête de l'humanité a été la présence d'Olivier Besancenot et d'Alain Krivine à cette fête. Après bien des atermoiements, la direction du PCF avait invité Alain à un forum de discussion avec des représentants du PCF, du PS et des Verts.

Des dizaines de discussions ont eu lieu, pendant la fête, tant à notre stand qu'ici et là, entre des grappes de militants communistes et Olivier. Bref, la Ligue constitue un point de références pour les militants communistes.

Devant la situation de crise aigue du PCF, nous devons multiplier les points et les zones de contact entre la LCR et les militants du PCF

- a) Nous envoyons au PCF comme à l'ensemble des partis politiques et des organisations syndicales une lettre pour demander une rencontre pour discuter de la politique du gouvernement, des principales questions de la rentrée sociale et politique
- b) Dans les villes, relayer cette démarche par la proposition de rencontres et réunions des sections de la LCR et du PCF, pour discuter des possibilités d'action et de discussions communes entre les deux organisations
- c) Débattre avec tous les militants communistes. Les inviter dans les Forums, organisés en octobre – novembre. Dans certains cas exceptionnels, si toute une section est intéressée par les Forums, l'inviter en tant que telle.
- d) Proposer à la discussion des militants communistes, la contribution, au débat que prépare la Ligue pour les forums.

Vis à vis des militants communistes, l'angle d'attaque est double :

-d'abord, discuter des possibilités d'unité d'action commune, ensemble et avec les autres forces.
-ensuite, mener la discussion avec les militants communistes sur le bilan du gouvernement, sur l'incompatibilité entre gauche libérale et gauche anti-capitaliste, sur le contenu politique d'une nouvelle force politique anti-capitaliste ;

Nous discuterons dans les semaines qui viennent, d'un matériel spécifique en direction des militants communistes, qui vont commencer leur prochain débat de congrès.

Il y a aujourd'hui, une opportunité de discussion avec les militants communistes qu'il faut exploiter à fond., et donc multiplier les initiatives.

Réunions nationales, mode d'emploi

Le Comité Central des 14 et 15 septembre a décidé de l'organisation ce trimestre de plusieurs réunions nationales :

- + CN anti-mondialisation : 19 et 20 octobre
- + Réunion nationale CGT : 26 octobre (10h-22h)
- + Réunion nationale Solidarité Palestine : 26 octobre
- + CN des DV et DS : 1, 2 et 3 novembre.

Par ailleurs le CC a enregistré la demande d'une CN Education nationale, dont la date et le format seront décidés lors du CC de novembre.

Pour des raisons d'efficacité et pour des raisons financières, précisons qu'il s'agit de réunions de travail de camarades engagés dans les activités concernées et non de réunions de formation ou de débat ouvertes sans limitation aux camarades intéressés. Le nombre de participants est donc contingenté. Les demandes de participation ou les sollicitations sont de la responsabilité des camarades chargés de piloter les activités au niveau national.

CN anti-mondialisation : Aguirre

CGT : Eli

Solidarité Palestine : Roseline, Picquet

C'est donc à eux qu'il faut s'adresser.

Pour la CN des DV et DS, le BP fournira ultérieurement une proposition d'ordre du jour et une clé de répartition pour la représentation des villes.

Questionnaire orga

Le questionnaire orga en est déjà à sa 8^{ème} édition. (la 1^{ère} date du 20 juin). Certes il y a eu la fatigue de la fin de campagne, le harcèlement des comptes de campagne, le repos des vacances et le stress de la rentrée.

Donc maintenant, il doit être possible de trouver un petit moment pour répondre à ce petit et simple questionnaire. (il est donc joint une nouvelle fois avec un petit rajout : % de femmes)

ET IL SERAIT TOUT A FAIT INDIQUE D'Y JOINDRE LES TALONS JAUNES DES CARTES D'ADHESIONS, ET ENCORE MIEUX LE REGLEMENT DES COTISATIONS !

2 précisions :

- il n'est pas demandé une précision à l'unité près, voir 2 ou 3 sur une ville 50 militants.
- ce questionnaire est indispensable pour préparer dans de bonnes conditions la CN des DV/DS que ce soit au niveau de l'ODJ, comme au niveau des délégations.

Villes qui n'ont pas encore répondu :

BOURG-EN-BRESSE, ST QUENTIN, TROYES, ARLES, MARSEILLE, AIX EN PROVENCE, CAEN, DIJON 1, DIJON 2, ST BRIEUX, GUERET, DREUX-CHARTRES, TOULOUSE, TOURS, NANTES, ST NAZAIRE, FUMEL, LAVAL, METZ, GUESNAIN, LILLE, ROUBAIX, BEAUVAIS/CREIL, PERPIGNAN, STRASBOURG, ROUEN, AMIENS/ABBEVILLE, ALBI, CARMAUX, CASTRES, LA SEYNE/MER, TOULON, AVIGNON, POITIERS, VOSGES, AUXERRE-SENS.

Sur la RP, seules ont répondu :

SARTROUVILLE, TRAPPES, ST QUENTIN, MASSY, ST GENEVIEVE DES BOIS, MONTREUIL, ST OUEN IMPRIMERIE, NANTERRE, CHAMPIGNY CERGY PONTOISE.

Urgence Pakistan

Nos camarades du Labour Party Pakistan présentent 1 candidate et 6 candidats (dont deux que nous avons reçu en janvier dernier pour une série de meetings) aux élections du 10 octobre prochain. Pris entre les moyens considérables dont disposent les militaires de Musharaf au pouvoir et les religieux, les camarades ont des difficultés financières pour leur campagne.

Nous lançons donc une « souscription rapide », qui ne peut en aucun cas être publique, pour aider le LPP.

Faites le tour dans vos cellules et envoyez vos chèques à la LCR : 2, rue Richard Lenoir

93 100 Montreuil

(chèques à l'ordre de la LCR, mention Pakistan au dos)

Mode d'envoi de Rouge

Depuis le mois de Juillet, le mode d'envoi de Rouge a changé.

Pour les villes qui reçoivent Rouge par le GV 32 rien ne change dans un premier temps.

Pour les abonnés postaux et pour les villes qui reçoivent Rouge par la Poste, une société de routage prend en charge l'envoi.

La société de routage nous a assuré que l'envoi sera fait le Jeudi matin afin que les abonnés et les villes qui reçoivent des paquets de Rouge pour les ventes soient livrés le Vendredi.

Nous demandons de nous signaler tout retard dans la livraison de Rouge. Appeler au 01 48 70 42 31 tous les jours sauf le Vendredi.